

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

N° DE MARCHE : 012/2025

OBJET DU MARCHE :

**TRAVAUX DE MISE EN SECURITE INCENDIE
ET TRAVAUX ANNEXES AU CENTRE MEDICAL LALANCE (68)**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du marché	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Forme du marché	4
2	- Pièces contractuelles	4
2.1	Parties contractantes	5
2.2	Décomposition du contrat	5
2.3	Utilisation du nom et du logo de l'UGECAM Alsace	5
2.4	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	5
2.5	Obligation de collaboration	6
2.6	Obligation de discrétion	6
2.7	Protection des données à caractère personnel	6
3	Les intervenants	6
3.1	Maîtrise d'œuvre	6
3.2	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.3	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4	Modalité de computation des délais d'exécution des prestations.....	7
5	Représentant du titulaire	7
6	Sous-traitance	7
7	Forme des notifications et informations	8
8	Nantissement – cession de créance.....	8
9	Assurances	8
10	Communications réglementaires.....	8
11	Prix.....	9
11.1	Contenu et caractère de prix	9
11.2	Modalités de variation des prix	9
	Tous corps d'état	9
11.3	Répartition des dépenses communes.....	9
11.4	Rémunération du titulaire et des sous-traitants	10
11.5	Avances	10
12	Modalités de règlement des comptes.....	10
12.1	Décomptes et acomptes mensuels	10
12.2	Demandes de paiement final et solde.....	10
12.3	Présentation des demandes de paiement	11
12.4	Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modifications	
	11	
12.5	Augmentation ou diminution du montant des travaux.....	11
12.7	Rémunération des entrepreneurs en groupement	12
12.8	Rémunération des sous-traitants payés directement	12
13	Garanties Financières	12
14	Délais d'exécution	12
15	Réalisation des ouvrages	13
15.1	Préparation et coordination des travaux	13
15.1.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	13
15.1.2	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	13
15.2	Installation, organisation, sécurité et hygiène de chantier.....	13
15.2.1	Autorisations administratives	14
15.2.2	Maintien des réseaux, des communications et de l'écoulement des eaux ..	14
15.2.3	Dégradations causées aux voies privées	14
15.2.4	Réunions et visites	14
15.2.5	Coordination de l'exécution des travaux	15
15.2.6	Responsabilité des ouvrages	15

15.2.7	Gestion des déchets de chantier	15
15.3	Etudes d'exécution	15
15.4	Documents à fournir après exécution	15
16	Réception des travaux	16
16.1	Dispositions applicables à la réception.....	16
16.2	Epreuves concluantes	16
17	Garantie des prestations	16
18	Pénalités	16
18.1	Pénalités de retard	16
18.2	Pénalité pour travail dissimulé.....	16
19	Frais et risques	17
20	Résiliation du contrat	17
20.1	Cas et conditions de résiliation	17
20.2	Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
21	Situation juridique ou économique du titulaire	18
22	Clause de réexamen	18
23	Règlement des litiges.....	19
24	Dérogations	19

1 - Dispositions générales du marché

1.1 Objet du marché

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la passation d'un marché ayant pour objet **la mise en sécurité incendie et travaux annexes au centre médical de LALANCE (68)**.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ce marché est à obligation de résultat.

Lieu(x) d'exécution :

Centre médical de LALANCE - Rue Lalance – 68460 LUTTERBACH

1.2 Forme du marché

Le Contrat est un marché à prix global et forfaitaire.

La procédure de consultation est la procédure adaptée, en application des articles L2123-1, R2124-1 et R2323-4 du code de la commande publique

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), son annexe RGPD
- Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) ;
- Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) propre à chaque macro lot et ses annexes dont le Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au journal officiel le 1er avril 2021 (document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>) ;
- Le plan Général de Coordination Sécurité (PGCS) ;
- Les normes et règlements de sécurité en vigueur à la date du marché ;
- L'offre technique et financière du Titulaire (l'Offre), incluant la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) complétée par le soumissionnaire ;
- Les bons de commande ;
- Le mémoire technique détaillant les modalités d'exécution des prestations attendues et, de manière générale, tous les documents techniques annexés à l'offre.

Les pièces générales, bien que non fournies avec le dossier de consultation, sont réputées connues. Les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive : des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le soumissionnaire prendra soin de signaler, à l'UGEAM d'Alsace toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions des pièces du dossier de soumission, pour justifier une demande de supplément.

2.1 Parties contractantes

D'une part :

Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

Le Directeur général de l'UGECAM Alsace
10 Avenue Achille Baumann
67400 ILLKIRCH

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché la ou les personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...,)

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination. Dans le cas contraire une pénalité sera appliquée.

D'autre part :

Chaque Société titulaire d'un marché est désignée dans le présent CCAP par l'expression « le **Titulaire** ».

2.2 Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 7 macro lots :

Lot(s)	Désignation
01	Installation de chantier échafaudage –Curage – structure - étanchéité
02	Menuiserie extérieure aluminium – serrurerie/métallerie
03	Menuiserie intérieure bois – signalétique intérieure
04	Cloison – plâtrerie – plafonds - peinture
05	Revêtements de sols souple & dur - faïence
06	Chauffage – ventilation – désenfumage - plomberie
07	Electricité

2.3 Utilisation du nom et du logo de l'UGECAM Alsace

Les noms, logos, marques et autres éléments protégés restent la propriété exclusive de leur titulaire. Chaque partie autorise l'autre à les utiliser uniquement pour les besoins de l'exécution du marché et sur tout support, pendant la durée de protection des droits.

Le Titulaire doit obtenir l'accord écrit préalable de l'UGECAM Alsace pour toute action de communication.

2.4 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français, les dispositions, notamment les articles 2 et 5 de la loi n°94-665 du 4 août 1994 complétée par le décret n°95-240 du 3 mars 1995 modifié pris pour son application, les circulaires du 19 mars 1996 et 20 septembre 2001 concernant l'application de la loi suscitée, relatifs à la langue française, trouvant à s'appliquer au Marché.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro, sous réserve des monnaies applicables dans les COM, conformément à l'article L111-1 du Code monétaire et financier.
En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les correspondances sont rédigées en français.

2.5 Obligation de collaboration

Les parties s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande de l'une ou l'autre des parties, des réunions dans les locaux de la Direction Régionale de l'UGECAM Alsace pourront également être organisées, traitant notamment de l'avancement et du suivi des prestations, des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du marché ou d'une solution à mettre en place.

2.6 Obligation de discrétion

Le personnel du Titulaire, ainsi que celui de ses fournisseurs et sous-traitants, est soumis au secret professionnel et à l'obligation de discrétion et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, fichiers et décisions dont il aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'UGECAM Alsace à résilier le marché aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles.

2.7 Protection des données à caractère personnel

Les modalités détaillées de traitement et de protection des données personnelles applicables dans le cadre du présent marché figurent en Annexe au présent CCAP.

3 Les intervenants

3.1 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Ingénierie :

EGIS Bâtiments Nord Est

Futura 2000

10, avenue Pierre Mendès France

67300 Schiltigheim

Olivier BETTER

Mail : Olivier.BETTER@egis-group.com

Tél : +33 6 11 72 57 28

Antoine REGENT

Mail : Antoine.REGENT@egis-group.com

Tél : +33 6 38 95 29 01

Architecte :

Frédéric POKRYWKA Architecte Urbaniste

28 Boulevard de la Marne

67 000 Strasbourg

Tél : 03 88 60 40 09

E Mail : f.pokrywka-abfp@orange.fr

Les missions de maîtrise d'œuvre confiées par le maître d'ouvrage concernant : les études – le dossier de consultation des entreprises - l'analyse des offres – le suivi des travaux – la réception des travaux.

3.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

EGIS Bâtiments Nord Est

Futura 2000

10, avenue Pierre Mendès France

67300 Schiltigheim

Aurelien GUILLIER

Mail : Aurelien.GUILLIER@egis-group.com

Tél : +33 6 77 25 73 27

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE Infrastructures et Construction

6 rue du Général Audran

92 400 COURBEVOIE

Tél : 01 40 54 58 00 – Courriel : sara.maksimovic@apave.com

Elle est représentée par : Madame Sara Maksimovic, Contrôleur technique

3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par :

ALPES CONTROLES – agence de Colmar

184 RUE DU LADHOF

68 000 COLMAR

Tél : 03 67 30 06 21 – Courriel : colmar@alpes-controles.fr,

Elle est représentée par : Madame Emile HIEGEL, Coordinatrice SPS.

ehiegel@alpes-controles.fr

4 Modalité de computation des délais d'exécution des prestations

En dérogation de l'article 3.2.2 du CCAG travaux, lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires, sauf en cas de précision stipulée différemment dans une pièce particulière contractuelle. Il expire à minuit le dernier jour du délai.

5 Représentant du titulaire

A réception de la notification le titulaire du marché notifiera la ou les personnes physiques habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché, parmi lesquelles, la ou les personnes habilitées à l'engager qui seront amenés à participer aux réunions de chantier.

6 Sous-traitance

Le Titulaire du Marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur, et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remettra, au représentant du pouvoir adjudicateur, une déclaration mentionnant :

- La nature et le montant des prestations dont la sous-traitance sont prévus,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée,
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant,
- Un paiement direct au sous-traitant sera réalisé à partir de toute sous-traitance d'un montant supérieur à 600 € T.T.C. Les demandes de paiement seront adressées au titulaire du marché pour visa et transmises au maître d'œuvre désigné par le marché,

Le maître d'ouvrage disposera d'un veto à une demande de sous-traitance si la partie sous-traitée concerne des prestations jugées par le maître d'ouvrage comme faisant partie de la partie principale du métier.

Le montant des prestations du sous-traitant sera présenté selon la décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

7 Forme des notifications et informations

La notification du marché sera établie par l'acte d'engagement accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur. La notification du marché vaudra ordre de service.

En dérogation à l'article 3.7. du CCAG, tout bon de commande du pouvoir adjudicateur notifié par un moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception vaudra ordre de service.

8 Nantissement – cession de créance

Conformément à l'article 4.2. du CCAG, le maître d'ouvrage délivre au titulaire, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, nécessaire au nantissement ou à la cession du marché, sur demande écrite du titulaire.

En vue de l'application du régime de nantissement, le comptable auquel le cessionnaire doit signifier les nantissements ou notifier la cession de créances est :

Directeur Comptable et Financier de UGECAM Alsace
10 avenue Achille Baumann BP 70104
67403 ILLKIRCH CEDEX

9 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Le Titulaire doit pouvoir justifier à tout moment de la validité de ses assurances :

- Il fournit, dans son offre, une attestation d'assurance à jour.
- Il transmet spontanément chaque année une attestation actualisée à l'UGECAM Alsace, sans demande préalable.
- Il produit tout justificatif demandé sous 15 jours calendaires après réception de la demande.

À défaut de présentation dans ce délai, l'UGECAM Alsace pourra résilier le marché aux torts du Titulaire, sans indemnité et à ses frais et risques.

Pour information des titulaires, le maître d'ouvrage a contracté les assurances suivantes dans le cadre du présent marché :

- Tous risques chantier,
- Dommages-ouvrages,
- Responsabilité civile.

10 Communications réglementaires

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Le titulaire devra veiller à la mise à jour constante de ces pièces sur la plateforme e-attestations.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

11 Prix

11.1 Contenu et caractère de prix

Les conditions concernant les prix et règlements sont définies à l'article 9 du CCAG Travaux.

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Ces prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres, les frais de toutes natures et notamment afférents au stockage et conditionnement, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires aux études, à l'exécution des prestations y compris marge pour risques et bénéfice de l'entreprise.

Aucune sujétion normalement prévisible ne pourra être considérée comme non couverte par le prix fixé par l'entrepreneur dans son offre.

Comme toutes les autres sujétions normalement prévisibles, les sujétions liées au déroulement des travaux et à leur localisation sont intégralement à la charge du titulaire, qu'elles découlent des activités de l'établissement, des conditions de déroulement du chantier, de la simultanéité du chantier avec d'éventuels travaux ou interventions d'entretien sur site, de la proximité de chantiers en dehors du site ou dans le site, des moyens de transport, de la gestion des déchets de chantier, de l'occupation du domaine public, etc.

Les prix ne comprennent pas les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations, qui restent à la charge de l'UGECAM Alsace.

Par dérogation à l'article 9.3.2. du CCAG, la décomposition du prix global et forfaitaire n'indiquera pas, pour chaque prix unitaire, les pourcentages correspondant aux frais généraux, aux impôts et taxes et à la marge pour risques et bénéfices.

Le maître d'ouvrage pourra cependant demander au titulaire, en cours de chantier, de lui communiquer les pourcentages indiqués au précédent alinéa.

11.2 Modalités de variation des prix

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Le mois N0 correspond à la date de remise de l'offre finale.

Il est à noter que nous appliquons une formule de révision unique sur la base du BT01, à savoir :

$$\mathbf{Cn = 20.0\% + 80.0\% (BT01 (n) / BT01 (0))}$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision au mois n de réalisation des travaux.
- Indice (n) : valeur de l'indice de référence au mois n
- Indice (0) : valeur de l'indice de référence au mois zéro (août 2025).

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Aucune autre variation de prix ne sera effectuée.

Les indices de référence, publié(s) par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
L'ensemble	BT01	Tous corps d'état

11.3 Répartition des dépenses communes

Il n'est pas prévu de compte PRORATA dans le cadre du présent chantier.

Un cahier des clauses communes récapitule les responsabilités de chaque intervenant sur le site et les principes de prises en charge des dépenses.

11.4 Rémunération du titulaire et des sous-traitants

Dans le cadre d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, il sera joint au marché une répartition des paiements entre ces entrepreneurs ainsi que les modalités de cette répartition. Les travaux exécutés par chacun d'eux feront l'objet d'un paiement individualisé selon les mêmes dispositions qu'un marché groupé conjoint conformément à l'Art.10.7.1 du CCAG travaux.

En cas de présence d'un sous-traitant, ce dernier sera soumis au paiement direct à partir d'un montant total de créance supérieur à 600 € TTC.

11.5 Avances

En dérogation de l'article 10.1. du CCAG, les conditions de versement et de remboursement des avances répondront aux dispositions décrites ci-après :

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

La durée prévisionnelle du marché *étant de 13 mois*, le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Ce taux est porté de 5% à 20% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article 57 de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

Le remboursement de l'avance, se fera par précompte sur les sommes dues au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteindra 65 % du montant du marché et cela, sur la totalité des sommes dues jusqu'à hauteur du montant de l'avance.

12 Modalités de règlement des comptes

12.1 Décomptes et acomptes mensuels

Le règlement des sommes au titre du marché fera l'objet d'acomptes, calculés à partir de la différence entre deux demandes de paiement consécutives. Chaque demande de paiement est elle-même établie dans les conditions ci-après définies.

Le titulaire notifie au maître d'œuvre sa demande de paiement établie sous la forme d'un projet de décompte.

Ce projet de décompte sera établi sur la base de la DPGF et sera soumis à l'acceptation du maître d'ouvrage.

A l'appui de chaque projet de décompte, le titulaire devra joindre l'avancement cumulé des travaux présenté dans le cadre de la décomposition synthétique validée énoncée ci-dessus.

Par dérogation à l'article 12.1.1. du CCAG, le projet de décompte du mois « n » est transmis au maître d'œuvre au plus tôt le premier jour du mois « n+1 ».

Ce projet de décompte comprendra le calcul du montant de l'acompte correspondant, ainsi que l'indication des sommes à prélever sur le montant de l'acompte pour procéder au paiement direct des sous-traitants.

Si le projet de décompte est modifié, le nouvel état d'acompte qui en découle sera transmis au titulaire qui devra en tenir compte dans les demandes de paiement ultérieures.

En dérogation à l'article 10.4. du CCAG, les acomptes ne pourront tenir compte d'une part correspondante aux approvisionnements constitués en vue de travaux.

De même, les projets de décompte ne comprendront pas les approvisionnements en dérogation à l'article 12.1.2. du CCAG.

12.2 Demandes de paiement final et solde

Par dérogation à l'article 12.3.2. du CCAG travaux, des acomptes pourront être payés après celui correspondant au dernier mois d'exécution des prestations. Ces acomptes seront payés après réalisation complète des prestations non réalisées au moment de la réception.

Le maître d'ouvrage notifiera le décompte général dans un délai maximum de 30 jours suivant la date de levée complète des réserves notifiées sur le PV de réception.

12.3 Présentation des demandes de paiement

Suite à l'obligation de dématérialisation pour toutes les entreprises, les factures ne pourront être transmises que par l'intermédiaire du portail Chorus Pro.

La procédure de transmission des demandes d'acomptes sera la suivante :

- Le titulaire adresse un projet de décompte directement au maître d'œuvre.
- Le maître d'œuvre adresse un avis sur le projet de décompte au titulaire.
- Le titulaire dépose sa demande d'acompte tenant compte de l'avis du maître d'œuvre ci-dessus, sur CHORUS et en informe le maître d'œuvre,
- Le maître d'œuvre dépose son certificat de paiement relatif à la demande d'acompte sur CHORUS.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Elles comportent toutes les mentions obligatoires permettant leur contrôle (notamment date, désignation du titulaire et de l'UGECAM Alsace, numéro de bon de commande, nom de l'établissement et désignation de l'équipement concerné, détail des prestations).

Sur ces factures figurent, outre les mentions légales et les éléments cités ci-avant, les indications suivantes :

- L'identification du Titulaire du marché (nom, n° Siret, n° de TVA intracommunautaire, adresse, RIB) ;
- La date de facturation ;
- La référence au marché et éventuellement au bon de commande correspondant ;
- Le mois au titre duquel les prestations sont effectuées ;
- Le prix unitaire HT par ligne ;
- Le montant total HT, le montant total TTC et le montant total de la TVA.

Données nécessaires pour intégrer les factures dématérialisées sur le portail Chorus Pro :

- N° SIRET MOE : 444 649 537 00057 (EDEIS INGENIERIE)
- CODE SERVICE : ILLKIRCH
- N° SIRET MOA : 424 810 257 00123 (UGECAM ALSACE)

12.4 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modifications

Toutes prestations supplémentaires ou modificatives feront l'objet d'une modification de marché. La notification de la modification de marché au titulaire du marché fera office d'ordre de service.

La modification ou suppression de prestations ne pourra pas donner lieu à modification des prix d'unités ayant servi à la constitution de l'offre.

Du fait de l'existence d'une décomposition de prix forfaitaire, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans la décomposition du prix forfaitaire, sont utilisés pour l'établissement des prix.

Pour toute prestation supplémentaire, le maître d'œuvre pourra demander au titulaire de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le marché et réputés non inclus dans le forfait.

Le titulaire devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de 10 jours calendaires.

En cas d'urgence mettant en péril le respect du délai de réalisation des travaux, le délai ci-dessus pourra être ramené à 3 jours ouvrés.

12.5 Augmentation ou diminution du montant des travaux

En dérogation des articles 14.2.2., 14.3. et 15.1. du CCAG, l'augmentation et la diminution du montant des travaux ne donnera droit à indemnisation de préjudice du titulaire, qu'à partir d'une variation de plus de 25% du montant contractuel du marché.

12.6 Délai global de paiement

Les règlements seront effectués par virement, le paiement (date du virement) devant intervenir dans les délais suivants :

- Pour les acomptes : 30 jours à compter de la date effective de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte et au plus tôt le premier jour du mois m+1 pour les prestations exécutées au cours du mois m ;

- Pour le solde : 30 jours à compter de la notification du décompte général au titulaire.

Le non-respect de ces délais donnera lieu au versement d'intérêts moratoires.

En cas de sous-traitance, il sera fait application des dispositions réglementaires en vigueur, à savoir, le Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

12.7 Rémunération des entrepreneurs en groupement

En cas de groupement solidaire, il sera joint au marché une répartition des paiements entre les membres du groupement ainsi que les modalités de cette répartition. Les travaux exécutés par chacun d'eux feront l'objet d'un paiement individualisé selon les mêmes dispositions qu'un marché groupé conjoint conformément à l'Art.10.7.3. du CCAG travaux.

12.8 Rémunération des sous-traitants payés directement

Les sous-traitants adressent leurs demandes de paiement au titulaire du marché. Le titulaire procède à la demande d'acompte de l'ensemble des prestations de son lot, pour tous les intervenants, en produisant une attestation des sommes dues à chaque sous-traitant.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

13 Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Pour les marchés conclus avec une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13, ce taux est de 3,0 %.

En dérogation au CCAG, cette retenue de garantie ne pourra pas être remplacée par une garantie à première demande. De même ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

14 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution remis avec les pièces du dossier de consultation, comme étant l'intervalle entre la notification du marché et la date d'échéance fixée dans les pièces du dossier de consultation.

La réussite du respect du délai et donc de la remise en chauffe des installations des bâtiments recevant des personnes âgées, dépend du respect par chaque titulaire des dates d'interventions fixées dans le calendrier prévisionnel d'exécution.

Les aléas, parmi lesquels conditions météorologiques peuvent impliquer des retards ou des opportunités d'accélération des travaux. Aussi, il est demandé à chaque titulaire de faire preuve de souplesse sur leurs dates réelles d'intervention.

Le calendrier prévisionnel fixe des dates de démarrage et des dates limites de fin de travaux pour chaque titulaire et pour les diverses interventions principales. Chaque titulaire est tenu de respecter la durée d'intervention prévue de chacune de ses interventions principales pour ses prestations.

Les pénalités de retard s'appliqueront donc, le cas échéant, à chacune des interventions principales dont les dates sont indiquées dans le calendrier prévisionnel.

En raison de la nature des travaux impliquant une intervention hors période de chauffe spécifique à l'établissement concerné par les travaux, et en dérogation avec l'article 18.1.1., le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucun préjudice si la date de début des travaux n'est pas postérieure de plus de 11 mois, à la date de notification du marché.

Toujours en raison de cette même nature de travaux, et en dérogation de l'article 18.2.1., les titulaires ne pourront se prévaloir d'un préjudice en cas de conditions météorologiques favorables permettant un report de la date limite de démarrage des installations de chauffage, cet événement étant considéré comme favorable au titulaire.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé dans le calendrier prévisionnel des travaux. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

15 Réalisation des ouvrages

15.1 Préparation et coordination des travaux

15.1.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée variable selon les lots. Cette période est celle figurant dans le calendrier prévisionnel d'exécution remis avec les pièces du dossier de consultation, sauf indication contraire apportée lors de la notification du marché.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur avant démarrage de la prestation sur site.

15.1.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " Coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au Coordonnateur SPS les pièces que ce dernier juge nécessaires à la sécurité sur chantier.

15.2 Installation, organisation, sécurité et hygiène de chantier

L'organisation du chantier sera conforme au cahier des prescriptions communes et au plan général de coordination SPS. Toutes les installations et moyens techniques nécessaires au commencement de l'exécution des travaux, déterminés en accord avec le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, devront être opérationnels avant la fin de la période de préparation.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les travaux se déroulent sur un site hospitalier en activité, nécessitant le respect de mesures minimales pour permettre la poursuite de son exploitation dans de bonnes conditions et dans le respect des patients et du personnel de l'établissement :

- Risques légionellose : prise en compte de la circulaire DGS/SD7A/SD5C -DHOS/E4 n°2002/243 du 22/94/2002 relative à la prévention du risque lié aux légionelles dans les établissements de santé, notamment pour ce qui concerne la production d'eau chaude sanitaire et toute intervention sur le réseau d'eau chaude sanitaire,
- Risques aspergillose : par identification par le titulaire des travaux à risques d'empoussièrement, information du maître d'ouvrage de la période de travaux à risques et application des mesures appropriées pour éviter la diffusion des poussières :
 - Confinement des travaux,
 - Vérification d'absence de prises d'air de ventilation à proximité des travaux extérieurs,
 - Consignes de bonnes pratiques à diffuser aux intervenants du titulaire, par le titulaire, pour les accès aux zones de vie situées dans l'établissement) : nettoyages, tenues, fourniture de détergent-désinfectant, pièges à poussières...
- Circulation des véhicules et des personnes : pour des raisons évidentes, l'intervention d'une entreprise sur le chantier ne devra en aucun moment entraver la bonne circulation des véhicules, ou des personnes, au sein du site. En cas de sujets nécessitant obligatoirement, et de façon ponctuelle, cette bonne circulation sur le site, une demande d'autorisation au maître d'ouvrage devra être réalisée par le titulaire et des dispositions spécifiques seront alors prises, après accord commun du titulaire et du maître d'ouvrage, avec mise en place par le titulaire de la signalisation provisoire nécessaire.

- Nuisances sonores : les travaux sonores, ou générant des risques de vibrations importantes seront réalisés, pendant les heures d'ouverture du chantier, dans des plages horaires qui seront définies avec le maître d'ouvrage et couvrant au moins 75% des plages horaires d'ouverture de chantier. Le maître d'ouvrage sera prévenu 24 heures à l'avance du risque de travaux bruyants.

En cas de non-respect de ces mesures, le titulaire encourt les pénalités décrites au chapitre 18 – Pénalités. En cas de manquement grave mettant en danger la santé des personnes, le maître d'ouvrage pourra procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

15.2.1 Autorisations administratives

Tous les affichages et toutes les exigences soit réglementaires, soit découlant des pièces constitutives du marché, devront être en place avant toute intervention de travailleurs sur site et au plus tard à la fin de la période de préparation.

Tout affichage, publicité, ou enseigne, autre que ceux visés à l'alinéa précédent sont interdits sur le site du chantier, en quelque endroit que ce soit, y compris ceux des entreprises qui y interviennent.

Il est bien précisé que des installations de chantier devront être en place pendant toute la durée d'intervention des travailleurs, même si les délais contractuels sont dépassés, y compris durant la période de levée des réserves dont a été assortie la décision de réception.

Les entreprises s'organiseront librement pour gérer les dépenses communes, le maître d'ouvrage n'interviendra en aucune façon dans la gestion de celles-ci.

15.2.2 Maintien des réseaux, des communications et de l'écoulement des eaux

Le titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, des véhicules de l'établissement et des visiteurs, ainsi que l'écoulement des eaux (distribution et assainissement) et des réseaux divers (électricité, gaz, télécommunications...).

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

15.2.3 Dégradations causées aux voies privées

Les conséquences de toute dégradation causée aux voies privées, du fait du chantier et des circulations qui lui sont liées, sont à la charge exclusive du ou des titulaires concernés.

Le ou les titulaires concernés pourront se voir prescrire par ordre de service de procéder lui-même ou eux-mêmes à la réparation dans le délai fixé.

15.2.4 Réunions et visites

Une réunion de chantier au moins hebdomadaire se tiendra sur le site de l'opération, aux dates et heures fixées par le maître d'œuvre.

Cette réunion aura pour objet d'aborder toute question relative à l'exécution des marchés de travaux. Cette réunion donnera lieu à une visite de chantier.

Le titulaire, convoqué par indication sur les comptes-rendus dont il sera destinataire, est tenu d'y être représenté par une personne habilitée à l'engager.

La réunion de chantier ne se substitue pas aux réunions spécifiques (par exemple relatives au démarrage du chantier, d'exécution et de synthèse, aux échantillons et prototypes, etc.), susceptibles d'être organisées par le maître d'œuvre ou le Coordonnateur SPS et auxquelles le titulaire convoqué est tenu d'être représenté par une personne habilitée à l'engager.

Le chantier fera en outre l'objet de visites, planifiées ou inopinées, par le maître d'œuvre, le responsable de la mission OPC, le contrôleur technique et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Le maître d'ouvrage et ses invités, auront également libre accès au chantier.

Le titulaire sera tenu d'être présent aux visites planifiées auxquelles il aura été convoqué.

En outre, le maître d'œuvre ou le responsable de la mission OPC pourront, en tant que de besoin, exiger la présence de sous-traitants représentés par des personnes habilitées à les engager.

Le titulaire ne pourra organiser aucune visite avec des personnes extérieures au chantier, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

15.2.5 Coordination de l'exécution des travaux

La coordination de l'exécution des travaux incombe au titulaire pour ce qui concerne les travaux de son lot.

La coordination de l'exécution des travaux des différents lots entre eux incombe au responsable de la mission OPC.

En cas de retards par rapport au calendrier contractuel et sur demande du responsable de la mission OPC ou du maître d'œuvre, le titulaire devra produire des calendriers de travail tenant compte de la réalité, ces calendriers n'ayant pas vocation à se substituer au calendrier contractuel.

15.2.6 Responsabilité des ouvrages

Le titulaire est responsable des locaux et zones mis à disposition et jusqu'au transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage.

Le transfert de la garde des ouvrages, du titulaire au maître d'ouvrage, intervient le premier jour ouvré suivant la date de notification de la décision de réception, à 12 heures ou dans les conditions figurant dans le courrier de notification de cette décision.

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des zones de travail et de leur accès, en tenant compte le cas échéant des exigences particulières du marché.

15.2.7 Gestion des déchets de chantier

Il n'est pas prévu d'organisation commune pour la gestion et l'organisation des déchets.

Il n'y aura pas de benne commune prévue sur le site.

Le titulaire a en charge l'évacuation de ses propres déchets avec leur tri systématique.

Le titulaire fournit au maître d'ouvrage les éléments de la traçabilité des déchets, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

15.3 Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être transmis par le titulaire au contrôleur technique mentionné au présent CCAP, pour visa.

15.4 Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article et dans le cahier des clauses techniques spécifiques de chaque lot.

Chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit également remettre :

- L'ensemble des plans DOE au format DWG, des essais préalables seront effectués afin de définir la meilleure version d'échange.
- L'ensemble des plans DOE au format PDF.
- L'ensemble des dossier DOE au format PDF (1 répertoire par lot)
- Les documents de type dossier SSI, en version PDF + 2 classeurs format papier

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

16 Réception des travaux

16.1 Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de chaque lot, dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

16.2 Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

17 Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement (GPA) de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, il sera retenu une prolongation automatique du délai de la GPA si les travaux nécessaires à la levée des réserves, que celles-ci aient été émises à la réception ou ultérieurement, n'ont pas été réalisées dans un délai de 1 an.

Les travaux feront également l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de 2 ans dont le point de départ est la date de réception des travaux.

Les désordres affectant la solidité des ouvrages ou la solidité des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et couvert seront couverts par la garantie décennale du titulaire.

18 Pénalités

Les pénalités peuvent être recouvrées, au choix de l'UGECAM Alsace, soit par déduction sur facture, soit par émission d'un titre de recettes jusqu'au paiement du dernier bon de commande émis dans le cadre du marché.

18.1 Pénalités de retard

Lorsque les échéances, les délais ou la durée des travaux ne sont pas respectées, Les modalités concernant les pénalités de retard sont définies à l'Art. 20 du CCAG –Travaux, sauf pour la formule de calcul dérogée par le présent CCAP, ainsi pour les dispositions complémentaires suivantes :

- Il est précisé que :
 - Chaque ligne du calendrier prévisionnel correspond à une tâche dévolue à un seul corps d'état (exemple : « travaux hydrauliques » relève du seul corps d'état 01,
 - Chaque délai de chaque ligne doit être respecté par le titulaire pour ne pas mettre en péril le respect global,
 - Chaque dépassement de chaque ligne donnera donc lieu à application de pénalités.
- En conséquence, le titulaire subira, en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution prévus au calendrier prévisionnel des travaux, valable pour chacune des interventions principales dont il a la charge, et y compris problème de livraison, une pénalité forfaitaire de 250,00 € par jour de retard constaté, en dérogation de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.
- Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.
- Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30 % en dérogation à l'article 19.2.2. du CCAG.
- Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

18.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

18.3 Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

En cas de non remise de document en phase de préparation et en cours de chantier, le titulaire se verra appliqué une pénalité forfaitaire de 150,00 € par jour de retard.

En cas de non remise des DOE, une pénalité de 100,00 € par jour de retard sera appliquée, la date contractuelle de remise du dossier des ouvrages est fixée à 5 jours ouvrés avant la date de réception de chaque lot.

Une pénalité sera appliquée en cas de non remises des documents relatifs au CSPS, suivant les exigences du PGC et au minimum de 100,00 € par jour de retard.

Pénalités en cas d'absence de production des éléments de traçabilité évoqués au chapitre concernant le tri des déchets : 100,00 € par jour de retard.

Pénalités pour la non-communication du contrat de sous-traitance : En dérogation de l'article 3.6.1.5. du CCAG, la pénalité est portée à 1/500ème du montant hors taxe du marché.

Pénalités à raison de 100,00 € par défaut constaté, pour non-respect des protocoles de communication avec le maître d'ouvrage ou des précautions minimales à adopter et décrits dans les spécifications liées aux risques :

- Aspergillose,
- Entrave à la circulation des personnes et des véhicules,
- Nuisances sonores.

19 Frais et risques

En cas de défaillance du prestataire retenu ou si celui-ci ne remplit pas les obligations que lui imposent les Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières, ou s'il les remplit de façon inexacte et incomplète, la direction régionale de l'UGECAM Alsace se réserve le droit :

- Soit de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG Travaux ;
- Soit de prononcer la résiliation du marché conformément au CCAG travaux.

20 Résiliation du contrat

20.1 Cas et conditions de résiliation

Les cas et conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En complément des cas prévus à l'article 50 du CCAG-travaux, le présent marché pourra être résilié à tout moment pour les lots concernés aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché, conformément à l'article 52. du CCAG-travaux, pour les points suivants :

- Le non-respect des engagements contractuels ou des délais ;
- La non-réponse à une sollicitation de l'UGECAM Alsace ou de son conseil ;
- La non-communication des attestations réglementaires (fiscales, sociales, assurances) ;
- Une situation de non-conformité répétée des prestations ;
- Une mise en cause de la santé et la sécurité des personnes sur site ;
- Le refus de produire tout document exigé par la réglementation.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'établissement et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

20.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 Situation juridique ou économique du titulaire

Le Titulaire informe l'UGECAM Alsace sans délai de toute modification importante susceptible d'affecter l'exécution du marché, notamment :

- Changement de raison sociale, forme juridique, siège social ou coordonnées bancaires;
- Changement de contrôle ou de répartition du capital ;
- Apport, fusion, cession de fonds ou tout transfert impactant l'exécution du marché.

Les modifications mineures (ex. : changement d'adresse, de coordonnées bancaires, changement de dénomination sans création d'une nouvelle entité) sont constatées par certificat administratif.

Tout transfert ou cession totale ou partielle du marché à un tiers est soumis à l'autorisation préalable et écrite de l'UGECAM Alsace, qui s'assure que le cessionnaire présente les mêmes garanties financières et professionnelles.

Un avenant formalisera le transfert, qui emporte reprise pure et entière des droits et obligations, y compris pour les bons de commande en cours.

En l'absence d'information dans le délai de 15 jours suivant le changement, l'UGECAM Alsace peut résilier le marché aux torts du Titulaire.

22 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le contenu des prestations peut évoluer pendant la durée du marché pour tenir compte notamment :

- Des modifications réglementaires rendant nécessaire l'adaptation des prestations ;
- De la réorganisation des établissements et des services (ex. évolution de l'activité hospitalière, évolution des pathologies traitées, fermeture ou transfert d'activité d'un service ou site) ;
- Ou d'événements extérieurs imprévisibles.

Le Titulaire peut proposer toute adaptation ou remplacement de prestations jugé équivalent ou plus performant, sans surcoût dans la mesure du possible. Cette démarche doit rester très exceptionnelle.

Toute proposition du Titulaire est accompagnée d'un dossier présentant :

- Les caractéristiques des prestations actuelles et celles proposées ;
- Les motifs justifiant l'évolution ;
- Les impacts techniques et financiers.

En cas d'évolution à l'initiative de l'UGECAM Alsace, les modalités de mise en œuvre sont définies conjointement avec le Titulaire.

Dans tous les cas, toute modification validée fait l'objet d'un avenant au contrat initial.

L'UGECAM Alsace statue sur toute demande d'adaptation dans un délai d'un mois ; à défaut de réponse, la demande est réputée rejetée.

Si le Titulaire n'est plus en mesure de fournir les prestations conformes aux évolutions rendues obligatoires, l'UGECAM Alsace peut résilier le marché sans indemnité.

23 Règlement des litiges

Par dérogation à l'article 55 du CCAG Travaux, en cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile. Le pouvoir adjudicateur pourra user de la même faculté en cas de manquement du Titulaire du marché.

Si les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord, le litige pourra être soumis aux tribunaux compétents de l'ordre judiciaire (Tribunal Judiciaire de Nancy – Rue Général Fabvier - 54035 Nancy) et seule la loi française sera applicable.

24 Dérogations

- L'article 02 du CCAP déroge à l'article 4.1. du CCAG - Travaux
- L'article 04 du CCAP déroge à l'article 3.2.2. du CCAG – Travaux
- L'article 07 du CCAP déroge à l'article 3.7. du CCAG – Travaux
- L'article 09 du CCAP déroge à l'article 8.1. du CCAG – Travaux
- L'article 11.1. du CCAP déroge à l'article 9.3.2. du CCAG – Travaux
- L'article 11.5. du CCAP déroge à l'article 10.1. du CCAG – Travaux
- L'article 12.1. du CCAP déroge aux articles 10.4., 12.1.1. et 12.1.2. du CCAG – Travaux
- L'article 12.2. du CCAP déroge à l'article 12.3.2. du CCAG – Travaux
- L'article 12.5. du CCAP déroge aux articles 14.2.2., 14.3 et 15.1. du CCAG – Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge au CCAG – Travaux
- L'article 14. du CCAP déroge aux articles 18.1.1. et 18.2.1. du CCAG – Travaux
- L'article 17. du CCAP déroge à l'article 44.2. du CCAG – Travaux
- L'article 18.1. du CCAP déroge aux articles 19.2.1., 19.2.2., 19.2.3. et 19.2.4. du CCAG – Travaux
- L'article 18.3. du CCAP déroge à l'article 3.6.1.5. du CCAG – Travaux
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 50 du CCAG – Travaux
- L'article 22 du CCAP déroge à l'article 54 du CCAG - Travaux
- L'article 23 du CCAP déroge à l'article 55. du CCAG – Travaux